



## Convention sur la diversité biologique

Distr.  
GÉNÉRALE

UNEP/CBD/RW/5NR-AFR-LDC/2/2  
6 mai 2013

ORIGINAL : FRANÇAIS

DEUXIÈME ATELIER RÉGIONAL POUR LES PAYS  
MOINS AVANCÉS D'AFRIQUE SUR LA  
PRÉPARATION DES CINQUIÈMES RAPPORTS  
NATIONAUX ET DE LA QUATRIÈME ÉDITION DES  
PERSPECTIVES MONDIALES DE LA DIVERSITÉ  
BIOLOGIQUE (GBO-4), ET LES SCÉNARIOS POUR  
LA POLITIQUE RÉGIONALE

Yaoundé, Cameroun 15 -19 avril 2013

### **RAPPORT DU DEUXIÈME ATELIER RÉGIONAL POUR LES PAYS MOINS AVANCÉS D'AFRIQUE SUR LA PRÉPARATION DES CINQUIÈMES RAPPORTS NATIONAUX ET DE LA QUATRIÈME ÉDITION DES PERSPECTIVES MONDIALES DE LA DIVERSITÉ BIOLOGIQUE (GBO-4), ET LES SCÉNARIOS POUR LA POLITIQUE RÉGIONALE**

#### INTRODUCTION

1. Le deuxième atelier pour les pays les moins avancés d'Afrique sur la préparation des cinquièmes rapports nationaux et de la quatrième édition des perspectives mondiales de la diversité biologique, et les scénarios pour la politique régionale, s'est tenu du 15 au 19 avril 2013 à Yaoundé (Cameroun). L'atelier a été accueilli conjointement par le Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique et le Gouvernement camerounais, et organisé en collaboration avec l'Agence d'évaluation de l'environnement des Pays-Bas (PBL) et la Commission des forêts d'Afrique centrale (COMIFAC). L'atelier a été organisé grâce au généreux soutien financier des Gouvernements japonais et néerlandais.
2. L'atelier a été tenu conformément aux dispositions de la décision X/10 de la Conférence des Parties, qui a demandé au Secrétaire exécutif de continuer d'apporter un soutien aux pays, pour les aider à préparer leurs cinquièmes rapports nationaux. L'atelier est le deuxième d'une série d'ateliers organisés pour renforcer les capacités des pays en matière d'élaboration de leurs cinquièmes rapports nationaux et pour faciliter la communication de ces rapports avant l'échéance du 31 mars 2014.
3. Ont participé à l'atelier les représentants désignés par les gouvernements des pays ci-après : Bénin, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Comores, Djibouti, Guinée, Guinée Bissau, Guinée équatoriale, Madagascar, Mali, Mauritanie, Niger, République centrafricaine, République démocratique du Congo, Rwanda, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Tchad et Togo. Les participants ont été des représentants du gouvernement ou des experts qui contribuent à l'élaboration des cinquièmes rapports nationaux dans leur pays et/ou à l'élaboration et la mise en œuvre de politiques et programmes pertinents concernant la diversité biologique. L'atelier a été animé par un représentant de la Commission des forêts d'Afrique centrale (COMIFAC). La liste des participants figure dans l'annexe I au présent rapport.

/...

## **POINT 1. OUVERTURE DE L'ATELIER ET QUESTIONS D'ORGANISATION**

4. L'atelier a été déclaré ouvert par Mme Prudence Tangham Galega, au nom du Ministre de l'environnement, de la protection de la nature et du développement durable au Cameroun. Dans son allocution, elle a souhaité la bienvenue aux participants à Yaoundé et a déclaré qu'en représentant leur pays à l'atelier, les participants démontraient l'engagement de l'Afrique en faveur de la protection de la diversité biologique. Elle a aussi souligné que l'atelier serait particulièrement utile pour renforcer les capacités nationales, afin d'achever et de communiquer les cinquièmes rapports nationaux avant l'échéance fixée. Pour conclure, elle a remercié les Gouvernements japonais et néerlandais, ainsi que le Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique, pour leur soutien apporté à l'atelier.

5. M. Robert Höft a prononcé une allocution de bienvenue au nom du Secrétaire exécutif de la Convention sur la diversité biologique, M. Braulio Ferreira de Souza Dias. Dans son allocution, il a indiqué que l'atelier était le deuxième d'une série d'ateliers sur l'établissement des rapports nationaux, qui complètent et s'appuient sur la série d'ateliers de renforcement des capacités concernant les stratégies et plans d'action nationaux pour la diversité biologique, les indicateurs pour le Plan stratégique 2011-2020 pour la diversité biologique et les synergies entre conventions. Il a rappelé que la Déclaration de Gaborone, adoptée par plusieurs dirigeants africains et par des représentants du secteur privé, d'organisations non gouvernementales et d'institutions des Nations Unies à l'issue du Sommet pour le développement durable en Afrique, qui s'est tenu à Gaborone (Botswana), en mai 2012, a souligné l'importance que revêtent les bassins hydrographiques, les forêts, les pêcheries, les récifs coralliens et les sols, et que toutes les ressources naturelles, les écosystèmes et la diversité biologique représentent le capital naturel de la région et sont donc essentiels pour assurer le bien-être humain à long terme. Il a fait observer également que les cinquièmes rapports nationaux fourniront la principale source d'information pour l'examen à mi-parcours des progrès accomplis dans la mise en œuvre du Plan stratégique 2011-2020 pour la diversité biologique et pour la quatrième édition des perspectives mondiales de la diversité biologique, et que ces évaluations ne pourront pas être effectuées si un nombre substantiel de rapports nationaux ne sont pas reçus avant l'échéance fixée. Suite aux allocutions de bienvenue, M. Chouaibou Nchoutpouen, représentant la COMIFAC, a invité les participants à se présenter. Les participants ont ensuite été invités à examiner les trois questions suivantes :

- a) Dans quelle mesure contribuez-vous à la préparation du cinquième rapport national de votre pays?
- b) Dans quelle mesure êtes-vous au courant de l'utilisation de scénarios ou de modèles concernant la diversité biologique, comme outils d'appui?
- c) À quel stade du processus de révision et/ou d'élaboration des stratégies et plans d'action nationaux pour la diversité biologique (SPANB) se trouve votre pays?

Au cours des débats qui ont suivi, il est apparu que les participants contribuaient à des degrés différents à la préparation des rapports nationaux et que la plupart des participants n'étaient pas au courant de l'utilisation ou de l'élaboration de modèles et scénarios concernant la diversité biologique, comme outil pour informer les décisions de politique générale. Il est apparu également que les pays participants se trouvaient à différents stades du processus d'élaboration ou de révision des SPANB et du processus d'établissement des rapports nationaux, mais que de nombreux pays avaient l'intention de relier la préparation de leurs rapports nationaux à la mise à jour de leurs SPANB.

## **POINT 2. VUE D'ENSEMBLE DES OBJECTIFS ET DU PROGRAMME DE L'ATELIER**

6. M. Robert Höft a fourni les grandes lignes de l'atelier, les résultats escomptés et les méthodes de travail utilisées. Dans son allocution, il a souligné que le processus d'établissement des rapports nationaux était étroitement lié au processus de révision ou d'élaboration des SPANB, et qu'il était important également pour l'examen à mi-parcours des progrès accomplis dans la mise en œuvre du Plan

stratégique 2011-2020 pour la diversité biologique et pour la préparation de la quatrième édition des perspectives mondiales de la diversité biologique (GBO-4).

7. Hormis les séances plénières, tenues le premier et le dernier jour de l'atelier, l'atelier a été structuré autour de deux groupes de travail parallèles, l'un axé sur la préparation des cinquièmes rapports nationaux (point 5 de l'ordre du jour) et l'autre sur l'élaboration et l'utilisation de modèles et de scénarios, comme outils pour appuyer l'analyse des politiques, la planification et la prise de décisions (point 6 de l'ordre du jour). En même temps, le format de l'atelier a été un ensemble d'exposés et séances de questions-réponses, de débats et exercices en petits groupes, et des exercices individuels.

**POINTS 3 ET 4. EXPÉRIENCE ACQUISE ET ENSEIGNEMENTS TIRÉS DANS LE CADRE DE LA PRÉPARATION DES QUATRIÈMES RAPPORTS NATIONAUX ET ÉTAT D'AVANCEMENT DE LA MISE À JOUR DES STRATÉGIES ET PLANS D'ACTION NATIONAUX POUR LA DIVERSITÉ BIOLOGIQUE**

8. M. Robert Höft a fourni un aperçu des expériences et enseignements tirés du quatrième cycle d'établissement de rapports nationaux au titre de la Convention, en mettant l'accent sur les facteurs qui ont contribué à un taux élevé de communication des rapports. Parmi les facteurs ayant contribué à un taux élevé de communication des rapports, figurent des changements apportés au modèle de rapport national, l'élaboration de matériel et d'outils d'appui, des ateliers de renforcement des capacités, une meilleure communication avec les Parties et un plus grand nombre de programmes de suivi et d'évaluations disponibles concernant la diversité biologique, entre autres choses. Cependant, il a indiqué que des défis subsistaient, tout particulièrement en ce qui concerne la communication des rapports en temps voulu. Ainsi, à l'échéance fixée pour les quatrième rapports nationaux, seulement 26 rapports avaient été communiqués. Si une telle situation se répétait pour les cinquièmes rapports nationaux, ceci présentera des difficultés pour la préparation de la quatrième édition des perspectives mondiales de la diversité biologique, ainsi que pour l'évaluation à mi-parcours des progrès accomplis dans la mise en œuvre du Plan stratégique 2011-2020 pour la diversité biologique, qui sera effectuée par la Conférence des Parties à sa douzième réunion, en novembre 2014. Les enseignements tirés du précédent cycle d'établissement de rapports ont été examinés également, y compris la nécessité de commencer à préparer les rapports nationaux longtemps avant l'échéance prévue, et la nécessité d'assurer une plus grande participation des parties prenantes à l'élaboration des rapports. Un certain nombre d'outils et de ressources visant à aider les Parties à préparer leurs rapports nationaux et à réviser leurs stratégies et plans d'action nationaux pour la diversité biologique (SPANB), tels que le Forum sur les SPANB, une initiative conjointe du PNUE, du PNUD et du Secrétariat de la CDB, et d'autres partenaires potentiellement, ont été mis en avant. Durant la présentation d'introduction, une mise à jour sur l'état d'avancement de la révision et de l'élaboration des SPANB été présentée également.

9. Suite à cette présentation, des déclarations ont été faites par plusieurs participants, sur les enseignements tirés dans le cadre de la préparation de leur quatrième rapport national et sur leurs plans concernant le cinquième rapport national. Parmi les questions examinées, figuraient la nécessité d'aborder les Objectifs d'Aichi relatifs à la diversité biologique d'une manière souple et de les adapter aux circonstances nationales. Les participants ont fait observer également que les SPANB et les rapports nationaux contenaient des éléments semblables, même s'il s'agissait de processus distincts.

**POINT 5. ÉLABORATION DES PARTIES ET APPENDICES DU CINQUIÈME RAPPORT NATIONAL**

- a) Évaluer l'état et les tendances de la diversité biologique et les menaces pesant sur celle-ci, ainsi que les répercussions sur le bien-être humain (Partie I du cinquième rapport national)*

10. M. Robert Höft a émis des suggestions concernant l'élaboration de la première partie des cinquièmes rapports nationaux. Il a suggéré que les Parties fournissent, dans la Partie I des rapports

nationaux, des informations indiquant notamment les raisons pour lesquelles la diversité biologique est importante pour leur pays, les principaux changements observés dans l'état et les tendances de la diversité biologique depuis leur dernier rapport national, les principales menaces pesant sur la diversité biologique, l'impact des changements observés sur le bien-être humain, et toute information concernant des futurs changements éventuels. Les participants ont été encouragés à utiliser différentes sources d'information pour cette partie du rapport, y compris des indicateurs, des évaluations d'experts, des graphiques et des cartes. Il a souligné également que cette partie du rapport devrait fournir une analyse des changements observés dans l'état de la diversité biologique et des répercussions sur le bien-être humain, plutôt qu'une simple description de l'état actuel de la diversité biologique.

11. Après une séance de questions-réponses sur la première partie des cinquièmes rapports nationaux, M. Kieran Mooney a présenté un exercice à effectuer en petits groupes, visant à aider les participants à identifier le type d'information qu'ils souhaiteront peut-être inclure dans leurs rapports nationaux (voir l'annexe II ci-après). L'exercice a consisté en un tableau basé sur les 20 Objectifs d'Aichi. Il fut suggéré que les participants se concentrent d'abord sur les Objectifs d'Aichi 5 à 15, afin de déterminer, pour chaque objectif, l'état et les tendances des éléments constitutifs de la diversité biologique concernés (écosystèmes, espèces, gènes, pressions, menaces, etc.) et afin d'évaluer les répercussions de ces tendances sur le bien-être humain. Les participants se sont employés à compléter le tableau, par petits groupes infrarégionaux.

**b) *Mettre en œuvre les stratégies et plans d'action nationaux pour la diversité biologique et intégrer la diversité biologique (Partie II du cinquième rapport national)***

12. M. Robert Höft a émis des suggestions concernant l'élaboration de la deuxième partie des cinquièmes rapports nationaux, en mettant l'accent sur la mise en œuvre de la stratégie et du plan d'action nationaux pour la diversité biologique dans chaque pays, et sur l'intégration de la diversité biologique. Il a suggéré que les Parties rendent compte, dans cette partie du rapport, de toutes les mesures prises pour appliquer le Plan stratégique, plutôt que de mettre l'accent uniquement sur la mise en œuvre des SPANB. Il a suggéré également que les Parties envisagent de rendre compte de la mise en œuvre de leur précédent SPANB et de l'élaboration de leur nouveau SPANB. Comme dans la première partie du rapport, les Parties ont été encouragées à fournir une analyse, plutôt qu'une description, notamment sur l'efficacité des mesures qui ont été prises. Lorsque cela était possible, les Parties ont été encouragées également à inclure des études de cas dans leurs rapports nationaux. Il fut suggéré également que les Parties envisagent de fournir, dans cette partie du rapport, des informations sur tout objectif national mis en place concernant la diversité biologique, et sur l'efficacité de l'intégration de la diversité biologique.

13. Après cette présentation sur la Partie II du rapport national et les débats qui ont suivi, les participants à l'atelier ont été partagés à nouveau en petits groupes et ont continué à travailler sur l'exercice qu'ils avaient commencé au cours de la séance précédente. Ils ont été invités cette fois à examiner tous les Objectifs d'Aichi relatifs à la diversité biologique et à identifier les mesures prises pour mettre en œuvre leur SPANB ou les dispositions de la Convention. Ils ont été priés également d'indiquer le taux d'efficacité des mesures prises. Les informations identifiées dans le cadre de cet exercice étaient le type d'informations à inclure dans la partie II des cinquièmes rapports nationaux.

**c) *Évaluer les progrès accomplis dans la réalisation des Objectifs d'Aichi relatifs à la diversité biologique pour 2020 et des objectifs pertinents parmi les Objectifs du Millénaire pour le développement (Partie III du cinquième rapport national)***

14. Avant de commencer les exposés sur l'élaboration de la troisième partie des cinquièmes rapports nationaux, les participants à l'atelier ont été réunis en plénière pour informer chaque groupe de travail de l'état d'avancement des travaux effectués au cours de la précédente journée. Des présentations résumant les séances de travail précédentes ont été faites par M. Soulyè Ndjaye (Sénégal) et M. Bruno Bokoto de Semboli (République centrafricaine), concernant l'utilisation de scénarios, et par M. Boureima Camara (Mali) et M. Mike Ipanga Mwaku (République démocratique du Congo).

15. M. Robert Höft a émis des suggestions concernant l'élaboration de la troisième partie des cinquièmes rapports nationaux, en mettant l'accent sur l'évaluation des progrès accomplis dans la réalisation des Objectifs d'Aichi relatifs à la diversité biologique et la réalisation des objectifs pertinents parmi les Objectifs du Millénaire pour le développement. Il a indiqué aux participants que le but général de cette partie du rapport était de fournir une évaluation des progrès accomplis pour parvenir aux objectifs nationaux et aux Objectifs mondiaux d'Aichi relatifs à la diversité biologique. Il a fait savoir que l'évaluation contenue dans cette partie du rapport devrait s'appuyer sur les informations fournies dans les deux précédentes parties du rapport.

16. Suite à cette présentation et à une séance de questions-réponses, les participants ont continué de travailler en petits groupes sur l'exercice qu'ils avaient commencé au cours des précédentes sessions. Pour chaque Objectif d'Aichi, les participants ont été priés d'évaluer les progrès accomplis dans la réalisation de cet objectif et de tout Objectif du Millénaire pour le développement connexe, d'émettre des suggestions éventuelles concernant des objectifs nationaux qui pourraient être élaborés, d'identifier des indicateurs ou sources d'information pertinents et des parties prenantes éventuelles qui devraient être consultées pour mettre en place des objectifs nationaux, ou qui pourraient disposer d'informations facilitant l'évaluation des progrès accomplis à ce jour.

**d) *Préparer le résumé analytique et examiner la mise en œuvre des programmes de travail thématiques et les questions intersectorielles relevant de la Convention (Appendice III du cinquième rapport national)***

17. Avant de commencer les exposés relatifs à la préparation du résumé analytique et des appendices du cinquième rapport national, les participants à l'atelier ont été réunis en plénière pour informer chaque groupe de travail de l'état d'avancement des travaux effectués au cours de la précédente journée. Des présentations résumant les précédentes séances de travail ont été faites par M. Benoit Nzigidahera (Burundi) sur l'établissement des rapports nationaux, par M. Soulyè Ndjaye (Sénégal) et Mme. Adballah Nilda (Comores) sur l'utilisation de scénarios, et par M. Somanegre Nana (Burkina Faso) sur l'estimation de la valeur économique de la diversité biologique et l'intégration de la diversité biologique et sur un atelier à venir sur ce thème, qui se tiendra à Ouagadougou (Burkina Faso), du 14 au 17 mai 2013.

18. M. Kieran Mooney a émis des suggestions concernant l'élaboration du résumé analytique des cinquièmes rapports nationaux et a souligné que le résumé analytique était souvent la partie la plus lue du rapport et, qu'à ce titre, il devrait contenir les principaux messages du rapport complet et présenter les faits importants, les informations générales nécessaires et les principales conclusions du rapport. Bien que le résumé analytique doive être concis, il devrait fournir au lecteur une idée générale du rapport complet. Le résumé analytique devrait donc s'appuyer sur toutes les parties du rapport. Il fut suggéré également d'utiliser le résumé analytique comme base pour des communications supplémentaires ou pour un matériel de vulgarisation.

19. En ce qui concerne les appendices, il fut indiqué que ceux-ci donnaient l'occasion aux Parties de fournir des informations précises sur des sujets importants au niveau national, sans augmenter la longueur du rapport lui-même. Il fut suggéré que l'appendice I soit utilisé pour fournir des informations sur le processus suivi pour établir le rapport national, tandis que l'appendice II pourrait être utilisé pour citer des références ou des liens supplémentaires pour les rapports concernés. Enfin, l'appendice III pourrait être utilisé pour rendre compte des progrès accomplis dans la mise en œuvre des programmes de travail et des questions intersectorielles au titre de la Convention. Il fut observé qu'un certain nombre de décisions de la Conférence des Parties exigeaient d'intégrer ces informations dans les rapports nationaux. La plupart de ces informations seront sans doute intégrées dans les trois principales parties du rapport, vu le champ d'application étendu des rapports nationaux et du Plan stratégique. Cependant, si certaines questions s'avèrent particulièrement importantes au regard des circonstances nationales et qu'elles nécessitent un examen plus détaillé et approfondi, ces informations pourront figurer dans l'appendice III. Pour conclure, il fut noté qu'il n'existe aucune obligation d'inclure des appendices dans les rapports nationaux et que les Parties ne devraient le faire que si cela répond à leurs besoins.

20. Après la présentation sur l'élaboration du résumé analytique et des appendices, M. Hugues Adéloui Akpona a présenté un exposé sur l'élaboration du cinquième rapport national au Bénin et de sa stratégie et son plan d'action nationaux révisés pour la diversité biologique.

#### **POINT 6. UTILISATION D'INDICATEURS POUR L'ÉVALUATION ET L'ÉTABLISSEMENT DE RAPPORTS**

21. M. Robert Höft a fourni un aperçu des indicateurs liés au suivi des changements observés dans l'état de la diversité biologique, aux évaluations et à l'établissement des rapports. Il a indiqué que les indicateurs étaient utiles pour assurer un suivi et une surveillance des progrès accomplis, pour orienter l'élaboration des politiques, pour mettre en évidence les domaines dans lesquels des mesures doivent être prises et pour communiquer avec les parties prenantes. Cependant, il a rappelé que, bien que chaque indicateur fournisse des informations sur un certain nombre de questions, un seul indicateur ne fournira jamais une vue d'ensemble complète, et que des explications et interprétations supplémentaires étaient nécessaires pour éviter toute mauvaise interprétation. Il a indiqué également que les indicateurs pouvaient être divisés en deux catégories : indicateurs quantitatifs (numériques) et indicateurs qualitatifs basés sur des avis d'experts, et que ces deux catégories d'indicateurs pouvaient être utilisés dans les rapports nationaux. Après cette introduction, les décisions pertinentes de la Conférence des Parties concernant des indicateurs ont été présentées. Tout particulièrement, le cadre pour des indicateurs figurant dans la décision XI/3, et la base de données sur les indicateurs élaborée par le Secrétariat ont été mis en avant. Pour conclure, M. Höft a fourni des informations sur le Partenariat relatif aux indicateurs de biodiversité et a fait savoir que le Partenariat avait élaboré une série d'outils et d'informations relatifs aux indicateurs et à l'élaboration d'indicateurs nationaux, et qu'il avait organisé une série d'ateliers sur les indicateurs pour appuyer la mise en œuvre du Plan stratégique 2011-2020 pour la diversité biologique. Il a signalé également que le Partenariat relatif aux indicateurs de biodiversité avait organisé un atelier à l'intention des facilitateurs de l'élaboration des indicateurs de biodiversité (Cambridge, Royaume-Uni, 22-26 avril 2013) et que la liste des facilitateurs ayant reçu cette formation était disponible<sup>1</sup>.

#### **POINT 7. INFORMATIONS REQUISES POUR LA QUATRIÈME ÉDITION DES PERSPECTIVES MONDIALES DE LA DIVERSITÉ BIOLOGIQUE**

22. M. Kieran Mooney a fourni les grandes lignes du plan de production pour la quatrième édition des perspectives mondiales de la diversité biologique (GBO-4). Il a indiqué que le rapport sur les perspectives mondiales de la diversité biologique était la publication phare de la Convention et que la quatrième édition du rapport fournira une évaluation à mi-parcours des progrès accomplis dans la mise en œuvre du Plan stratégique 2011-2020 pour la diversité biologique et ses Objectifs d'Aichi relatifs à la diversité biologique. La principale source d'information pour le GBO-4 sera les cinquièmes rapports nationaux; il était donc important que les rapports soient communiqués avant l'échéance fixée, sachant que l'une des principales défaillances du GBO-3 avait été la faible quantité d'informations nationales incluses dans le rapport du GBO-3. Il a souligné également que les Parties pouvaient contribuer à la préparation du GBO-4 de plusieurs façons, y compris en fournissant des projets de texte de leurs cinquièmes rapports nationaux et d'autres évaluations à l'avance, en fournissant des études de cas et en participant au processus de révision par les pairs des projets de texte du GBO-4. Il a donc prié instamment les participants de transmettre des projets de texte, des études de cas et d'autres informations connexes dès que possible.

#### **POINT 8. UTILISATION DE SCÉNARIOS POUR L'ANALYSE DES POLITIQUES**

23. L'atelier a commencé par une séance informelle, pour permettre aux participants de mieux se connaître. Ceci a été suivi d'un exposé sur le processus d'appauvrissement de la diversité biologique et sur l'utilisation d'indicateurs de biodiversité au niveau national. Les participants ont examiné ce thème en petits groupes, afin de définir les pressions, les facteurs et les indicateurs associés à l'appauvrissement de

---

<sup>1</sup> <http://www.bipnational.net/LinkClick.aspx?link=176&tabid=38&language=en-US>

la diversité biologique. Les résultats des deux groupes ont été présentés et examinés par tous les participants. La journée s'est achevée par un exposé sur l'introduction du modèle GLOBIO3 et l'introduction d'un outil de formation Excel.

24. L'atelier a continué en examinant l'outil de formation Excel sur la modélisation de l'appauvrissement de la diversité biologique terrestre, en termes d'abondance moyenne des espèces (MSA), qui est le résultat de la demande de terrains dans n'importe quel pays. Des informations sur chaque pays participant ont été incluses dans l'outil de formation, et les participants ont été invités à créer des changements pour différentes pressions et facteurs – tels que la croissance démographique et les taux de consommation – qui ont un impact sur la diversité biologique, afin de déterminer les effets de chaque facteur sur la diversité biologique. Les changements survenus dans les pressions et facteurs ont entraîné des changements d'affectation des sols et, par conséquent, des changements dans l'abondance moyenne des espèces du pays considéré. La séance de travail sur ce modèle a été suivie d'un exposé sur la modélisation nationale, en utilisant le modèle GLOBIO3 et le modèle d'affectation des sols CLUE.

25. Au cours d'une séance ultérieure, différentes options de politique générale pour faire face aux pressions exercées sur la diversité biologique ont été présentées. Les effets de chaque option de politique générale ont été examinés de manière approfondie, y compris des options de politique générale nouvelles et additionnelles suggérées par les participants. Après cette séance, les participants ont pu définir, en petits groupes, les résultats souhaités pour la diversité biologique de leur pays et tester les moyens d'y parvenir, en utilisant différentes combinaisons d'options de politique générale.

26. Au cours de la dernière séance sur les scénarios et la modélisation, chaque participant a reçu les résultats de l'évaluation de l'impact sur la diversité biologique, basés sur les options de politique générale identifiées au cours de la précédente séance et examinés par tous les participants. D'autre part, les participants ont reçu des cartes de leur pays illustrant les futurs changements dans l'abondance moyenne des espèces et montrant la différence entre un scénario de référence et des scénarios utilisant un ensemble d'options de politique générale. La séance s'est terminée par une présentation qui a expliqué comment résumer l'intérêt présenté par l'utilisation de scénarios et de modèles auprès des ministères et d'autres parties prenantes, et comment montrer à d'autres personnes l'intérêt présenté et les avantages procurés par des options de politique générale pour réduire l'appauvrissement de la diversité biologique.

#### **POINT 9. PROCHAINES ÉTAPES : PLAN POUR LA PRÉPARATION DU CINQUIÈME RAPPORT NATIONAL ET LA PROMPTE COMMUNICATION DE DONNÉES POUR LA QUATRIÈME ÉDITION DES PERSPECTIVES MONDIALES DE LA DIVERSITÉ BIOLOGIQUE**

27. Au titre de ce point de l'ordre du jour, les participants de chaque pays ont partagé leurs plans pour établir leurs cinquièmes rapports nationaux et fourni un calendrier probable pour le processus d'élaboration, l'achèvement et la communication des rapports nationaux.

#### **POINT 10. CLÔTURE DE L'ATELIER**

28. Au cours de la dernière journée de l'atelier, une présentation a été faite par Mme Diarra Lala Camara (Mali) sur l'utilisation de scénarios. Après cette présentation, les participants ont identifié dix principaux messages issus de l'atelier (voir l'annexe III). Ces principales conclusions ont été présentées par M. Chouaibou Nchoutpouen au Secrétaire général du Ministre de l'environnement, de la protection de la nature et du développement durable au Cameroun et au Secrétaire exécutif de la COMIFAC, qui ont présidé la séance de clôture de l'atelier. Dans son allocution de clôture, M. Nchoutpouen a indiqué que l'atelier avait permis aux participants de partager leurs données d'expérience et leurs points de vue, et qu'il avait abouti à une meilleure compréhension du processus d'établissement des rapports nationaux et de l'utilisation de scénarios.

29. M. Robert Höft, au nom du Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique, a remercié les Gouvernements camerounais, japonais et néerlandais, ainsi que la Commission des forêts d'Afrique

centrale (COMIFAC) pour leur soutien apporté à l'atelier. Il a remercié également les participants pour leur travail ardu pendant toute la durée de l'atelier.

30. Dans son allocution de clôture, M. Patrick Akwa, Secrétaire général du Ministre de l'environnement, de la protection de la nature et du développement durable au Cameroun a souligné l'importance que revêtent les rapports nationaux, car ils donnent l'occasion aux pays de surveiller les changements survenus dans leur diversité biologique, d'évaluer les progrès accomplis dans la réalisation des Objectifs d'Aichi relatifs à la diversité biologique et d'examiner des options de politique générale éventuelles. Il a remercié également tous les participants et les gouvernements et organisations qui ont rendu possible cet atelier. Après ces dernières observations, l'atelier a été clôturé à midi, le 19 avril 2013. Il a été suivi d'un déjeuner offert par le Gouvernement camerounais.



## Annexe I

## LISTE DES PARTICIPANTS

**Benin**

M. Sehounkpindo Gaston Akouehou  
 Forestier Economiste  
 Ministère de l'Environnement et de la Protection de la Nature  
 E-Mail: [akouehougas@yahoo.fr](mailto:akouehougas@yahoo.fr),  
[gastonakouehou@gmail.com](mailto:gastonakouehou@gmail.com)

M. Adélouï Hugues Akpona  
 Chef de Service Planification et Suivi Evaluation,  
 Synthèse, Statistique  
 et Documentation  
 Direction Générale des Forêts et des Ressources Naturelles  
 E-Mail: [akpona@gmail.com](mailto:akpona@gmail.com)

**Burkina Faso**

M. Somanegré Nana  
 Chargé du programme diversité biologique  
 Secrétariat Permanent du Conseil National pour  
 l'environnement et le développements durable  
 E-Mail: [nanasomanegre@yahoo.fr](mailto:nanasomanegre@yahoo.fr),  
[somanegre26nana@gmail.com](mailto:somanegre26nana@gmail.com)

**Burundi**

Mr. Feruzi Mohamed  
 Institut National pour l'Environnement et la  
 Conservation de la Nature  
 (INECN)  
 E-Mail: [inecndg@yahoo.fr](mailto:inecndg@yahoo.fr)

Mr. Benoit Nzigidahera  
 Chef du Service de la Recherche en Biodiversité  
 Institut National pour l'Environnement et la  
 Conservation de la Nature  
 (INECN)  
 E-Mail: [nzigidaherabenoit@yahoo.fr](mailto:nzigidaherabenoit@yahoo.fr),  
[inecn.biodiv@cbinf.com](mailto:inecn.biodiv@cbinf.com)

**Cameroon**

Mr. Vitalis Chepnda  
 Ministry of Livestock, Fishery and Animal Industries  
 Cameroon  
 E-Mail: [drchepnda@yahoo.co.uk](mailto:drchepnda@yahoo.co.uk)

Mrs. Prudence Tangham Galega  
 Technical Adviser No. 1  
 Cabinet of the Minister  
 Ministry of Environment, Protection of Nature and  
 Sustainable Development  
 E-Mail: [galegapru@yahoo.com](mailto:galegapru@yahoo.com)

**Equatorial Guinea**

Mr. Santiago Francisco Engonga Osono  
 Ministry of Fisheries and Environment  
 E-Mail: [engongaosono@yahoo.fr](mailto:engongaosono@yahoo.fr)

M. Nicanor Ona Nze  
 Ministerio de Pesca y Medio Ambiente  
 General Director of Environment  
 E-Mail: [nicanorona@gmail.com](mailto:nicanorona@gmail.com)

**Guinea**

M. Maadjou Bah  
 Coordonnateur principal du SPANB  
 Direction Nationale de la Diversité Biologique et des  
 Aires Protégées  
 Ministère de l'Environnement, Eaux et Forêts  
 E-Mail: [bahmaadjou@yahoo.fr](mailto:bahmaadjou@yahoo.fr),  
[min\\_environnement@yahoo.fr](mailto:min_environnement@yahoo.fr)

M. Alkaly Bangoura  
 Directeur national adjoint des eaux et forêts  
 Directeur de la planification nationale sur la diversité  
 biologique  
 Ministère de l'Environnement, Eaux et Forêts  
 E-Mail: [bangoualy@yahoo.fr](mailto:bangoualy@yahoo.fr)

**Guinea-Bissau**

M. Abilio Rachid Said  
 Coordinateur des Aires Protégées Terrestres  
 Instituto da Biodiversidade e Areas Protegidas  
 E-Mail: [arsaid.ibap@gmail.com](mailto:arsaid.ibap@gmail.com),  
[abilios.s.abilio@UNDP.org](mailto:abilios.s.abilio@UNDP.org)

**Madagascar**

Mr. Sahoby Ivy Randriamahaleo  
 Collaborateur Technique  
 Direction de la conservation de la biodiversité et du  
 Système des Aires Protégées, Direction Générale des  
 Forêts  
 Ministère de l'Environnement et des Forêts  
 E-Mail: [dsap@meeft.gov.mg](mailto:dsap@meeft.gov.mg),  
[sahobyivyrandriamahaleo@yahoo.fr](mailto:sahobyivyrandriamahaleo@yahoo.fr)

Mme Laurette Hermine Rasoavahiny  
 Directeur de la conservation de la biodiversité et du  
 système des aires protégées  
 Direction Générale des Forêts  
 Ministère de l'Environnement et des Forêts  
 E-Mail: [lrasoavahiny@yahoo.fr](mailto:lrasoavahiny@yahoo.fr), [dsap@meeft.gov.mg](mailto:dsap@meeft.gov.mg)

Mr. Ajonina Gordon  
Consultant  
Revision of the NBSAPs  
E-Mail: [gnajonina@hotmail.com](mailto:gnajonina@hotmail.com)

Fidel Kuete  
Ministry of Forests and Fauna

Mr. Jean Michel Onana  
Director  
National Herbarium  
E-Mail: [jmonana@yahoo.fr](mailto:jmonana@yahoo.fr)

Mr. Thomas Fofung Tata  
Consultant  
Revision of the NBSAPs

Mme Wadou née Ziekine Angèle  
Sous-directeur de la biosécurité et de la biodiversité  
Ministry of Environment and Protection of Nature  
E-Mail: [aziekine@yahoo.fr](mailto:aziekine@yahoo.fr)

#### **Central African Republic**

M. Bruno Bokoto De Semboli  
Expert en Gestion Participative  
Ministère de l'Environnement et de l'Écologie  
E-Mail: [bbdesemboli@yahoo.fr](mailto:bbdesemboli@yahoo.fr)

Mr. Bob Felicien Konzi-Sarambo  
Chargé de Mission en matière d'Écologie  
Point focal National CDB  
Ministère de l'Environnement et de l'Écologie  
E-Mail: [bkonzi@hotmail.com](mailto:bkonzi@hotmail.com)

#### **Chad**

M. Tchago Bouimon  
Consultant Enseignant-Chercheur  
Ministère de l'Enseignement Supérieur de la Recherche  
Scientifique et de la Formation Professionnelle  
E-Mail: [Tchabou2002@yahoo.fr](mailto:Tchabou2002@yahoo.fr),  
[tchagobouimon@yahoo.fr](mailto:tchagobouimon@yahoo.fr)

Mr. Habib Gademi  
Directeur Adjoint  
Parcs Nationaux, des Réserves de Faune et de la Chasse  
Ministère de l'Environnement et des Ressources  
Halieutiques  
E-Mail: [hgademi@hotmail.com](mailto:hgademi@hotmail.com)

#### **Comoros**

Mr. Hachime Abdérémane  
Service Planification, Suivi et Evaluation, Département  
Communication  
Vice-présidence en charge du projet SPANB  
Ministère de la Production, de l'Environnement, de  
l'Énergie, de l'Industrie et de l'Artisanat  
E-Mail: [hachimeabder@gmail.com](mailto:hachimeabder@gmail.com)

#### **Mali**

M. Boureima Camara  
Ingénieur des Eaux et Forêts  
Direction Nationale des Eaux et Forêts  
Ministère de l'environnement et de l'assainissement  
E-Mail: [bouricamara@gmail.com](mailto:bouricamara@gmail.com)

Mme Lala Camara Diarre  
Chef  
Division planification régionale et locale  
Ministère de l'Economie des Finances et du Budget  
E-Mail: [camaralm@yahoo.fr](mailto:camaralm@yahoo.fr)

#### **Mauritania**

Mr. Maloum Dine Maouloud  
Directeur Adjoint de la Programmation, de la  
Coordination et de  
l'Information Environnementale  
Ministère délégué auprès du Premier Ministre chargé de  
l'Environnement et du Développement Durable  
E-Mail: [maloumdine@yahoo.fr](mailto:maloumdine@yahoo.fr)

Mr. Mohamed El Abd Cheikh Sidi Mohamed  
Coordinateur et Point Focal National des Programmes  
Biodiversité  
Ministère Environnement  
E-Mail: [cheikhysidi@yahoo.fr](mailto:cheikhysidi@yahoo.fr)

#### **Niger**

M. Boukar Attari  
Conseiller au Secrétariat Exécutif  
Conseil National de l'Environnement pour un  
Développement Durable  
(CNEDD)  
Unité Diversité Biologique  
E-Mail: [attariboukar@yahoo.fr](mailto:attariboukar@yahoo.fr), [biocnedd@intnet.ne](mailto:biocnedd@intnet.ne)

Mr. Maazou Kamaye  
Secrétaire exécutif  
Conseil National de l'Environnement pour un  
Développement Durable  
(CNEDD)  
E-Mail: [kamayemaazou@yahoo.fr](mailto:kamayemaazou@yahoo.fr),  
[kmaazou@gmail.com](mailto:kmaazou@gmail.com)

#### **Sao Tome and Principe**

Mr. Aurélio de Sousa Jesus Rita  
Direction du Parc Naturel Obó  
Ministerio de Agricultura, Pescas e Desenvolvimento  
Rural  
E-Mail: [asoujerita@yahoo.com.br](mailto:asoujerita@yahoo.com.br)

M. Daniel Luciano dos Ramos  
Responsable pour l'Aires Protégées de la Région  
Autonome d'île de Principe  
Ministerio do Plano e Desenvolvimento

Mme Abdallah Nilda  
 Direction Générale de l'Environnement et des Forêts  
 Ministère de la Production, de l'Environnement, de  
 l'Énergie, de l'Industrie et de l'Artisanat  
 E-Mail: [nildaabdallah@yahoo.fr](mailto:nildaabdallah@yahoo.fr)

### **Congo**

Mr. Augustin Ngoliele  
 Ministère de l'Économie Forestière et du  
 Développement Durable  
 Point Focal CDB  
 E-Mail: [ngoliele@yahoo.fr](mailto:ngoliele@yahoo.fr)

### **Democratic Republic of the Congo**

Mr. Mike Ipanga Mwaku  
 Chef de Division Biodiversité et Point focal CDB  
 Direction du Développement Durable  
 Ministère de l'Environnement, Conservation de la  
 Nature et Tourisme  
 E-Mail: [mikeipanga@yahoo.fr](mailto:mikeipanga@yahoo.fr),  
[mikeipanga@gmail.com](mailto:mikeipanga@gmail.com)

Mr. Eric Ngoy Kiseba  
 Expert à la Division Biodiversité  
 Ministère de l'Environnement, Conservation de la  
 Nature et Tourisme  
 E-Mail: [kisebaeric@yahoo.fr](mailto:kisebaeric@yahoo.fr)

### **Djibouti**

M. Hamad Aboubaker Ali  
 Assistant au projet SPANB  
 Direction de l'aménagement du territoire et de  
 l'environnement  
 Ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme, de  
 l'Environnement et de  
 l'Aménagement du Territoire  
 E-Mail: [obaker\\_hamad@hotmail.com](mailto:obaker_hamad@hotmail.com)

M. Abdoukader Ahmed Aouled  
 Sous-directeur de l'environnement; Chef Projet SPANB  
 Direction de l'Aménagement du Territoire et de  
 l'Environnement  
 Ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme, de  
 l'Environnement et de  
 l'Aménagement du Territoire  
 E-Mail: [sahalamed1@yahoo.fr/](mailto:sahalamed1@yahoo.fr/)

### **Sénégal**

Mr. Lamine Kane  
 Point Focal National pour le Protocole de Cartagena  
 Chargé de la révision de la SPANB  
 Ministère de l'Environnement et du Développement  
 Durable  
 E-Mail: [kanelamine@hotmail.com](mailto:kanelamine@hotmail.com),  
[kanelamine1969@gmail.com](mailto:kanelamine1969@gmail.com)

Mr. Soulèye Ndiaye  
 Directeur des Parcs Nationaux  
 Ministère de l'Environnement et du Développement  
 Durable  
 E-Mail: [ndiayesouleye@yahoo.fr](mailto:ndiayesouleye@yahoo.fr)

### **Togo**

Mr. Kotchikpa Okoumassou  
 Directeur de la Faune et de la Chasse  
 Ministère de l'Environnement et des Ressources  
 Forestières  
 Mail: [okoumassoukotchikpa@yahoo.fr](mailto:okoumassoukotchikpa@yahoo.fr) ,  
[direfaune@yahoo.fr](mailto:direfaune@yahoo.fr)

M. Moussa Samarou  
 Forestier/Master en Gestion des Ecosystèmes et Forêts  
 Tropicales  
 Direction de la faune et de la chasse  
 Ministère de l'Environnement et des Ressources  
 Forestières  
 +228 2221 4029  
 E-Mail: [mosamarou@yahoo.fr](mailto:mosamarou@yahoo.fr) , [direfaune@yahoo.fr](mailto:direfaune@yahoo.fr)

## **Institutions spécialisées de l'ONU**

### **Commission des Forêts d'Afrique Centrale**

**(COMIFAC)** Mr. Chouaibou Nchoutpouen  
 Assistant de programme chargé de Biodiversité et  
 Désertification  
 Commission des Forêts d'Afrique Centrale (COMIFAC)  
 E-Mail: [oucnihoutpouen@comifac.org](mailto:oucnihoutpouen@comifac.org) ,  
[cnchoutpouen@yahoo.fr](mailto:cnchoutpouen@yahoo.fr)  
 Web: <http://www.comifac.org>

### **Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique**

Mr. Robert Höft  
 Environmental Affairs Officer, Scientific Assessment  
 Scientific, Technical and Technological Matters  
 Secretariat of the Convention on Biological Diversity  
 413, Saint-Jacques Street W.

**Netherlands Environmental Assessment Agency  
(PBL)**

Ms. Fenneke Brascamp  
Netherlands Environmental Assessment Agency (PBL)  
E-Mail: [fennekebrascamp@gmail.com](mailto:fennekebrascamp@gmail.com)  
Web: <http://www.pbl.nl/en>

Mr. Jan Joost Kessler  
Netherlands Environmental Assessment Agency (PBL)  
E-Mail: [kessler@aidenvironment.org](mailto:kessler@aidenvironment.org)  
Web: <http://www.pbl.nl/en>

Mr. Wilbert van Rooiji  
Plansup  
Netherlands Environmental Assessment Agency (PBL)  
PO Box 303, 3720 AM Bilthoven  
Netherlands  
E-Mail: [wilbert@aidenvironment.org](mailto:wilbert@aidenvironment.org),  
[plansup.consult@gmail.com](mailto:plansup.consult@gmail.com)  
Web: <http://www.pbl.nl/en>

Suite 800  
Montreal, Canada  
Tel.: 1-514-287-7028  
E-Mail: [robert.hoft@cbd.int](mailto:robert.hoft@cbd.int)

Mr. Kieran Noonan-Mooney  
Programme Assistant  
Scientific, Technical and Technological Matters  
Secretariat of the Convention on Biological Diversity  
413, Saint-Jacques Street W.  
Suite 800  
Montreal, Canada  
Tel.: 1-514-287-8721  
E-Mail: [kieran.mooney@cbd.int](mailto:kieran.mooney@cbd.int)

## Annexe II

## FICHE DE TRAVAIL POUR LA PRÉPARATION DU CINQUIÈME RAPPORT NATIONAL

La fiche de travail ci-après a fourni la base des travaux du groupe pendant l'atelier. Les informations figurant dans le tableau sont fournies à des fins d'illustration uniquement, car elles concernent seulement un petit nombre de questions examinées durant l'atelier.

Objectifs d'Aichi relatifs à la diversité biologique	Partie 1 État et tendances de la diversité biologique et menaces pesant sur celle-ci, ainsi que les répercussions sur le bien-être humain		Partie 2 Les SPANB, leur mise en œuvre et l'intégration de la diversité biologique		Partie 3 Progrès accomplis dans la réalisation des Objectifs d'Aichi et des objectifs pertinents parmi les Objectifs du Millénaire pour le développement			
	État de la biodiversité ou de la pression sur elle	Impacts sur ou les répercussions pour le bien-être ou humaine	Actions pour la mise en œuvre/ Études de cas	L'efficacité des actions	L'évaluation des progrès vers les objectifs d'Aichi et les OMD	Objectif national proposé	Indicateurs / Autres informations	Parties prenantes
Objectif 1- Sensibilisation augmente	Manque de conscientisation des Citoyens sur la valeur de la biodiversité  Gestion irrationnelle (non durable) de la biodiversité	Insécurité alimentaire  Pauvreté	Organisation de séminaire/ atelier de sensibilisation pour les toutes parties prenantes  Bonne gouvernance	Faible : manque de financement  Ignorance  Intérêt économique	Faible progrès	Sensibilisation des parties prenantes	75 % Secteurs clés  Autres secteurs , ex : justices  50 % ONG  50 % secteurs privés  50 % communautés locales	États Secteurs clés ONG Secteurs privés Communautés locales Bailleurs de fonds
Objectif 2 – Les valeurs de la biodiversité intégrées								
Objectif 3 – Les incitations réformées								
Objectif 4 – Production et consommation durables								
Objectif 5 - L'appauvrissement des	Dégradation de	Réduction des	Réhabilitation	Moyen (manque	Moyen	Renforcement de	Taux de	États

Objectifs d'Aichi relatifs à la diversité biologique	Partie 1 État et tendances de la diversité biologique et menaces pesant sur celle-ci, ainsi que les répercussions sur le bien-être humain		Partie 2 Les SPANB, leur mise en œuvre et l'intégration de la diversité biologique		Partie 3 Progrès accomplis dans la réalisation des Objectifs d'Aichi et des objectifs pertinents parmi les Objectifs du Millénaire pour le développement			
	État de la biodiversité ou de la pression sur elle	Impacts sur ou les répercussions pour le bien-être ou humaine	Actions pour la mise en œuvre/ Études de cas	L'efficacité des actions	L'évaluation des progrès vers les objectifs d'Aichi et les OMD	Objectif national proposé	Indicateurs / Autres informations	Parties prenantes
habitats est réduit	l'habitat de tous les écosystèmes naturels : réduction de la superficie, réduit à moitié, feux de brousse, agriculture, surexploitation et/ou illégale des ressources naturelles	ressources naturelles  Perte de la valeur de la biodiversité surtout service Eco systémique  Insécurité alimentaire	Et restauration	de ressources)		l'application des textes  Renforcement de capacité	Réhabilitation et restauration des écosystèmes (% et superficie)	et ses Partenaires
Objectif 6 – Gestion et récolte durable	Non-respect des normes pour la pêche (mailles des filets, quotas, périodes, types d'engins utilisés);  Diminution des populations des poissons économiquement importants	Baisse de la production halieutique avec comme corolaire la baisse de revenu des pêcheurs et du PIB, malnutrition au niveau local,						
Objectif 7 – L'agriculture,	Agriculture	Erosion génétique	Renforcement des	Insuffisance des				

Objectifs d'Aichi relatifs à la diversité biologique	Partie 1 État et tendances de la diversité biologique et menaces pesant sur celle-ci, ainsi que les répercussions sur le bien-être humain		Partie 2 Les SPANB, leur mise en œuvre et l'intégration de la diversité biologique		Partie 3 Progrès accomplis dans la réalisation des Objectifs d'Aichi et des objectifs pertinents parmi les Objectifs du Millénaire pour le développement			
	État de la biodiversité ou de la pression sur elle	Impacts sur ou les répercussions pour le bien-être ou humaine	Actions pour la mise en œuvre/ Études de cas	L'efficacité des actions	L'évaluation des progrès vers les objectifs d'Aichi et les OMD	Objectif national proposé	Indicateurs / Autres informations	Parties prenantes
l'aquaculture et la sylviculture durable	extensive dominante, mauvaises pratiques agricoles, développement piscicole insuffisante, introductions importante de nouvelles variétés	suite à la disparition de certaines espèces traditionnelles, Prolifération d'espèces nouvelles, dégradation des terres, Dégradation des écosystèmes	capacités de conservation ex-situ « banques de semences », amélioration de la sécurité alimentaire (intensification agricole, réduction des pertes après récolte), agriculture durable (meilleures techniques agro-sylvo-pastorales)	moyens financiers et techniques pour une gestion appropriée des banques de gènes. Résultat mitigé suite aux aléas climatiques, à l'insuffisance des moyens financiers et des capacités techniques des ressources humaines. Faible diffusion des bonnes pratiques agro-sylvo-pastorales.				
Objectif 8 – Pollution réduit								
Objectif 9 – Les espèces exotiques envahissantes	Propagation dans les habitats, concurrence avec les espèces natives, perturbation du fonctionnement des écosystèmes	Diminution des revenus, érosion de la biodiversité, baisse du pouvoir d'achat, déclin de la diversité alimentaire, malnutrition,	Inventaire et caractérisation des espèces envahissantes ; identification et contrôle des voies d'introduction ; cartographie,	Inefficacité du contrôle suite à la porosité des frontières ; insuffisance de la connaissance des espèces envahissantes,				

Objectifs d'Aichi relatifs à la diversité biologique	Partie 1 État et tendances de la diversité biologique et menaces pesant sur celle-ci, ainsi que les répercussions sur le bien-être humain		Partie 2 Les SPANB, leur mise en œuvre et l'intégration de la diversité biologique		Partie 3 Progrès accomplis dans la réalisation des Objectifs d'Aichi et des objectifs pertinents parmi les Objectifs du Millénaire pour le développement			
	État de la biodiversité ou de la pression sur elle	Impacts sur ou les répercussions pour le bien-être ou humaine	Actions pour la mise en œuvre/ Études de cas	L'efficacité des actions	L'évaluation des progrès vers les objectifs d'Aichi et les OMD	Objectif national proposé	Indicateurs / Autres informations	Parties prenantes
		famine et maladies, impact sur l'économie et la culture.	amélioration des mesures juridique de contrôle de l'introduction des espèces végétale et animales envahissantes ; promouvoir les technologies de contrôle	insuffisance des moyens humains et techniques ;				
Objectif 10 – Les pressions sur les écosystèmes vulnérables sont réduites								
Objectif 11 – Aires protégées	- Persistance de l'exploitation illégale (braconnage, surpâturage, exploitation du bois et des produits forestiers non ligneux, exploitation minière, etc.) et des feux; - Faible taux de couverture, de	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Perte de la biodiversité</li> <li>• Baisse revenus</li> </ul> Pollution des plans d'eau	Application du cadre législatif et réglementaire.  Mise en œuvre de stratégies nationales de gestion des AP  Mise en œuvre de la gestion	Faible (Mal gouvernance, insuffisance du personnel chargé du suivi).  Moyenne (Insuffisance des ressources)  Moyenne (Faible appropriation par				



Objectifs d'Aichi relatifs à la diversité biologique	Partie 1 État et tendances de la diversité biologique et menaces pesant sur celle-ci, ainsi que les répercussions sur le bien-être humain		Partie 2 Les SPANB, leur mise en œuvre et l'intégration de la diversité biologique		Partie 3 Progrès accomplis dans la réalisation des Objectifs d'Aichi et des objectifs pertinents parmi les Objectifs du Millénaire pour le développement			
	État de la biodiversité ou de la pression sur elle	Impacts sur ou les répercussions pour le bien-être ou humaine	Actions pour la mise en œuvre/ Études de cas	L'efficacité des actions	L'évaluation des progrès vers les objectifs d'Aichi et les OMD	Objectif national proposé	Indicateurs / Autres informations	Parties prenantes
	représentativité et de connectivité des AP - Légère augmentation des plans d'aménagement - Rareté, voir disparition de certaines espèces, même si petite remontée en quelques rares endroits; - Très peu de réseaux d'AP		participative	tous les acteurs des principes de l'approche)				
Objectif 12 – Extinctions empêché	Bonne gestion sur les espèces en voie d'extinction	Réduction de la perte de l'espèce	Promouvoir les études et programmes de restaurations des espèces menacées  Promouvoir les plans de conservation	Moyen (manquement des ressources)				
Target 13 – Diversité génétique maintenue								

Objectifs d'Aichi relatifs à la diversité biologique	Partie 1 État et tendances de la diversité biologique et menaces pesant sur celle-ci, ainsi que les répercussions sur le bien-être humain		Partie 2 Les SPANB, leur mise en œuvre et l'intégration de la diversité biologique		Partie 3 Progrès accomplis dans la réalisation des Objectifs d'Aichi et des objectifs pertinents parmi les Objectifs du Millénaire pour le développement			
	État de la biodiversité ou de la pression sur elle	Impacts sur ou les répercussions pour le bien-être ou humaine	Actions pour la mise en œuvre/ Études de cas	L'efficacité des actions	L'évaluation des progrès vers les objectifs d'Aichi et les OMD	Objectif national proposé	Indicateurs / Autres informations	Parties prenantes
Objectif 14 – Écosystèmes et services essentiels protégés	*Écosystèmes n'assurent pas les services essentiels savoir l'eau, la santé et le bien-être des populations autochtones et locales  *Les menaces sont surtout la surexploitation et l'utilisation non durable de ressources naturelles et l'augmentation de la pauvreté surtout au niveau rural	Augmentation du risque de maladies et diminution de l'espérance de vie.  Les communautés auront de plus en plus de difficultés pour subvenir à leurs besoins à vivre heureuses	Mise en œuvre d'activités alternatives génératrices de revenus et de sensibilisation  Promotion de la gestion intégrée des écosystèmes	Faible (Promotion localisée et de faible envergure)  Faible (Faible appropriation par tous les acteurs des principes de l'approche)				
Objectif 15 – Écosystèmes restaurés et sauvegardés								
Objectif 16 – Protocole de Nagoya								
Objectif 17 – SPANB adopté								
Objectif 18 – Les connaissances								

Objectifs d'Aichi relatifs à la diversité biologique	Partie 1 État et tendances de la diversité biologique et menaces pesant sur celle-ci, ainsi que les répercussions sur le bien-être humain		Partie 2 Les SPANB, leur mise en œuvre et l'intégration de la diversité biologique		Partie 3 Progrès accomplis dans la réalisation des Objectifs d'Aichi et des objectifs pertinents parmi les Objectifs du Millénaire pour le développement			
	État de la biodiversité ou de la pression sur elle	Impacts sur ou les répercussions pour le bien-être ou humaine	Actions pour la mise en œuvre/ Études de cas	L'efficacité des actions	L'évaluation des progrès vers les objectifs d'Aichi et les OMD	Objectif national proposé	Indicateurs / Autres informations	Parties prenantes
traditionnelles sont respectées								
Objectif 19 – les connaissances sont améliorées, partagées, transférées, et appliquées.								
Objectif 20 – Les ressources financières ont augmenté								

*Annexe III***CONCLUSIONS DU DEUXIÈME ATELIER RÉGIONAL POUR LES PAYS MOINS AVANCÉS D'AFRIQUE SUR LA PRÉPARATION DES CINQUIÈMES RAPPORTS NATIONAUX ET DE LA QUATRIÈME ÉDITION DES PERSPECTIVES MONDIALES DE LA DIVERSITÉ BIOLOGIQUE (GBO-4), ET LES SCÉNARIOS POUR LA POLITIQUE REGIONALE**

Les participants à l'atelier régional sur la préparation des cinquièmes rapports nationaux, des Perspectives mondiales de la diversité biologique (GBO4), et les scénarios pour la politique régionale, qui s'est tenu à Yaoundé, Cameroun, du 15 au 19 avril 2013, tirent de cet atelier les conclusions suivantes :

1. La date d'échéance pour la communication du 5e rapport national est le 31 mars 2014. Toutefois, une communication avant la date d'échéance du rapport, après sa validation technique, au Secrétariat de la CDB sera appréciée. Ceci facilitera la prise en compte des informations du rapport national dans la 4e édition des Perspectives mondiales pour la biodiversité.
2. La première priorité pour le rapport national est qu'il soit utile pour les pays en leur permettant de:
  - évaluer le progrès dans la mise en œuvre de la Convention au niveau national ;
  - planifier les actions stratégiques ;
  - engager des parties prenantes d'autres secteurs et de la société civile pour promouvoir l'intégration dans les politiques sectorielles de développement ;
  - communiquer l'urgence de prendre des mesures pour promouvoir la conservation et l'utilisation durable de la biodiversité ainsi que l'accès et partage juste et équitable des avantages découlant de l'utilisation des ressources génétiques.
3. Le processus de préparation du rapport national est lié à l'actualisation du SPANB. Les analyses menées pour le nouveau SPANB devraient être reflétées dans le 5e rapport national.
4. Le format et les éléments proposés pour le 5e rapport ne devraient pas être considérés comme une obligation mais plutôt comme un cadre souple proposé par le Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique qui peut être appliqué d'une façon flexible.
5. Les figures, graphiques, cartes, tableaux, indicateurs et autres illustrations permettent un aperçu d'une multitude d'informations. Il est parfaitement valable de se baser sur l'opinion d'experts pour compléter les données. Cependant, il est important de fournir des précisions qui permettent une interprétation correcte dans la légende y compris le niveau de confiance.
6. L'application de modèles et scénarios qui incluent les menaces principales à la biodiversité peut être utile comme outil d'appui à la prise de décisions parce qu'ils permettent de prévoir un état futur de la biodiversité. Cependant, les modèles doivent être ajustés pour prendre en compte les conditions spécifiques des pays africains.
7. Il est important que les décideurs soient informés des tendances attendues pour le futur, des principales menaces et des causes sous-jacentes de la perte de la biodiversité.
8. L'analyse de scénarios permet de comparer des options politiques vis-à-vis de leur potentiel à réduire la perte de la biodiversité. L'amélioration de la productivité agricole est l'un des plus importants objectifs en réduisant le besoin de nouveaux défrichements de terres et de la conversion d'écosystèmes naturels.
9. Il y a un besoin d'un renforcement des capacités supplémentaire pour faciliter l'application et l'ajustement des modèles au niveau national et régional afin d'assurer un appui au processus de

planification stratégique et à l'analyse ex-ante et ex-post des impacts de politiques proposés sur la biodiversité.

10. L'atelier recommande au Secrétariat de la CDB de renforcer les capacités des pays pour faciliter l'application et l'ajustement des modèles (CLUE et GLOBIO 3) au niveau national et régional afin d'appuyer le processus de planification stratégique.

## Annexe IV

## LISTE DE DOCUMENTS

Cote du document	Titre du document
UNEP/CBD/RW/5NR-AFR-LDC/2/1	Ordre du jour provisoire
UNEP/CBD/RW/5NR-AFR-LDC/2/1/Add.1	Ordre du jour provisoire annoté
<b>Décisions pertinentes de la COP, outils d'aide et documents généraux</b>	
Décision XI/3	Suivi des progrès accomplis dans la mise en œuvre du Plan stratégique 2011-2020 pour la diversité biologique et la réalisation des Objectifs d'Aichi relatifs à la diversité biologique
Décision X/10	Rapports nationaux : examen de l'expérience acquise et propositions pour les cinquièmes rapports nationaux
Décision X/2	Le Plan stratégique 2011-2020 pour la diversité biologique et les Objectifs d'Aichi relatifs à la diversité biologique
UNEP/CBD/COP/11/27	Suivi des progrès accomplis dans la mise en œuvre du Plan stratégique 2011-2020 pour la diversité biologique, y compris l'état d'avancement de l'élaboration de la quatrième édition des Perspectives mondiales de la diversité biologique
UNEP/CBD/COP/10/8	Application de la Convention et du Plan stratégique et progrès accomplis dans la réalisation de l'Objectif de 2010 pour la diversité biologique
UNEP/CBD/SBSTTA/15/2	Suggestion d'indicateurs pour le Plan stratégique 2011-2020 pour la diversité biologique et les Objectifs d'Aichi relatifs à la diversité biologique
UNEP/CBD/SBSTTA/15/3	Plan stratégique 2011-2020 pour la diversité biologique : justification technique provisoire, indicateurs éventuels et principales étapes suggérées pour les Objectifs d'Aichi relatifs à la diversité biologique
UNEP/CBD/SBSTTA/16/3	Perspectives mondiales de la diversité biologique : considérations pour la préparation de la quatrième édition des Perspectives mondiales de la diversité biologique
	Lignes directrices et manuel de ressources pour les cinquièmes rapports nationaux, disponibles sur le site Internet de la CBD à l'adresse : <a href="http://www.cbd.int/nr5/">http://www.cbd.int/nr5/</a>
	Rapports des ateliers sur la préparation des quatrième rapports nationaux, voir : <a href="http://www.cbd.int/reports/nr4/ateliers/">http://www.cbd.int/reports/nr4/ateliers/</a>
	Rapport de la première réunion du Groupe consultatif du GBO-4 <a href="http://www.cbd.int/gbo/gbo4/UNEP-CBD-GBO-4AG-2.pdf">http://www.cbd.int/gbo/gbo4/UNEP-CBD-GBO-4AG-2.pdf</a>
	Rapport technique : état actuel et futur de la diversité biologique en Amérique centrale, à l'adresse : <a href="http://www.sica.int/ccad/temporal/NAGOYA/INFORMEGLOBIO.pdf">http://www.sica.int/ccad/temporal/NAGOYA/INFORMEGLOBIO.pdf</a>
	GBO-3: projections des scénarios pour la diversité biologique: projections des changements au cours du 21 <sup>ème</sup> siècle pour la diversité biologique et les services écosystémiques connexes : <a href="http://www.cbd.int/doc/publications/cbd-ts-50-en.pdf">http://www.cbd.int/doc/publications/cbd-ts-50-en.pdf</a>
	GBO-2 : la croisée des chemins de l'exploration de la vie sur Terre signifie de parvenir à l'Objectif de 2010 pour la diversité biologique <a href="http://www.cbd.int/doc/publications/cbd-ts-31.pdf">http://www.cbd.int/doc/publications/cbd-ts-31.pdf</a>
UNEP/CBD/WG-RI/4/INF/11 (2012),	Compte-rendu de la réunion du groupe d'experts sur la diversité biologique au service de l'élimination de la pauvreté et du développement, et analyse du groupe d'experts sur les causes profondes

	de l'érosion de la diversité biologique et de la pauvreté, et des liens existant entre les deux
UNEP/CBD/RW/5NR-AFR-LDC/1/2	Rapport du premier atelier régional pour les pays les moins avancés d'Afrique sur la préparation des cinquièmes rapports nationaux et l'analyse régionale de scénarios

-----